

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

MESSAGE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'INDONESIE AU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

Dans ce message, le Comité central du Parti communiste d'Indonésie souligne l'importance du XIe Congrès du Parti communiste chinois.

(Extraits)

...«Le congrès a sauvegardé fermement la ligne révolutionnaire du président Mao Tsé-toung en ce qui concerne les affaires étrangères. Le PCC a renforcé son unité avec tous les partis et les organisations marxistes-léninistes et a continué la lutte contre le révisionnisme moderne ayant à sa tête la clique des renégats révisionnistes soviétiques. En témoigne le fait que le PCC a resserré son unité avec les pays socialistes, avec le prolétariat, les peuples et les nations opprimés, avec les pays du tiers monde et s'unit avec tous les pays victimes de l'agression, de l'intervention, de la subversion, de la mainmise et des vexations de l'impérialisme et du social-impérialisme. Le PCC a formé le front uni le plus large contre l'hégémonie des deux superpuissances, le social-impérialisme soviétique et l'impérialisme américain...»

...«Le congrès a fermement défendu la théorie du président Mao Tsé-toung sur la division en trois mondes. Les deux superpuissances, qui constituent les pays du premier monde sont les puissances hégémoniques, les plus grands exploitateurs et oppresseurs internationaux, ainsi que les ennemis communs des peuples du monde entier. Les pays du tiers monde, victimes de la plus cruelle oppression opposent une résistance des plus vives et constituent la force principale de la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie. Les pays de second monde, d'un côté soumettent les pays du tiers monde à l'oppression, à l'exploitation et au contrôle mais d'un autre côté, ils sont, à des degrés différents, victimes de la mainmise, de la menace et des vexations des deux puissances hégémoniques. Dans son rapport, le camarade Houa Kouo-feng a souligné que cette théorie du président Mao indique l'orientation correcte à suivre dans la lutte sur le plan

(Suite à la page 2)

SCHLEYER EST MORT, ÇA NE CHANGE RIEN



**Seule la lutte des masses
peut abattre le capitalisme**

Editorial

Les révolutionnaires n'ont rien de commun avec la bande à Baader

Le suicide en prison de Baader et de plusieurs autres dirigeants de sa bande sent le règlement de compte. On est écœuré à l'idée que les prisonniers sans défense ont sans doute été assassinés dans leur cellule. Et le qualificatif de «révolutionnaires» que décerne la grande presse à cette bande peut dès lors abuser certains. Voilà pourquoi tout en condamnant sans réserve les méthodes expéditives de la bourgeoisie allemande, il faut être sans ambiguïté sur la nature de la bande à Baader.

S'agit-il simplement d'anarchistes comme ceux du XIXe siècle ? Rappelons à ce propos que ces derniers dans la Russie tsariste marquaient déjà leur distance par rapport à la lutte de la classe ouvrière en estimant que l'apparition du prolétariat constituait un «malheur historique». Les marxistes à l'époque ont dénoncé ces «héros» qui pensaient pouvoir changer la société à eux tout seuls en se plaçant en dehors et au-dessus du mouvement de masse. Mais ces anarchistes avaient du moins le désir de servir le peuple et cherchaient parfois à mieux le connaître. Il n'en est rien en ce qui concerne la bande à Baader et ses disciples. Ils ont poussé au plus haut point non seulement l'isolement par rapport au peuple, mais aussi le mépris des masses. Qu'on en juge par cette déclaration faite dans une brochure de la RAF (Fraction armée rouge) en 1972 : «Le système a réussi dans les métropoles à plonger les masses si profondément dans sa propre merde, qu'elles ont apparemment perdu leur vision d'elles-mêmes en tant qu'opprimées et exploitées». Et voici comment lors de son procès à Berlin, en 1974, Ulrike Meinhof, quali-

fiait les travailleurs : «L'individu métropolitain qui est issu du processus de putréfaction et des contextes de vie mortels, faux, aliénés du système».

A ces masses qu'ils jugeaient inertes, ne pouvant «rien se représenter et espérer», les disciples de la bande à Baader s'opposent comme étant, eux, les surhommes, les «sujets révolutionnaires», d'après leurs propres déclarations. Le premier acte de Baader a consisté en 1968 à provoquer des incendies dans deux magasins de Francfort soi-disant pour secouer l'apathie du peuple allemand.

Leur fascination pour une violence solitaire, leur idéologie morbide tournée vers le désespoir et la mort rendent ces individus totalement étrangers à la classe ouvrière. Ils se situent en fait, avec même une coloration fascisante, dans le camp de la bourgeoisie qu'ils prétendent combattre. Ne prennent-ils pas comme otages, bien souvent, de simples gens du peuple ? Ils n'hésitent pas à s'en servir comme monnaie d'échange, à les exécuter froidement au besoin comme ce pilote de la Lufthansa. Ces désespérados, engendrés par la décomposition de la société capitaliste, servent la bourgeoisie. Ils lui donnent la possibilité de chercher à discréditer les révolutionnaires en faisant l'amalgame avec les terroristes. Ils lui donnent un prétexte pour justifier la répression contre le mouvement révolutionnaire.

Le chef du patronat allemand est mort, exécuté par ses ravisseurs, la bande intitulée «commando Siegfried Haussner». Une mort de plus dans cette affaire qui fait la une des journaux depuis plusieurs semaines. Une mort qui ne règle rien.

C'est vers 17 heures, mercredi, par un coup de téléphone que la police française fut avertie que le corps de Schleyer se trouvait à Mulhouse dans le coffre d'une Audi 100, immatriculée à Hambourg.

Il fallut plusieurs heures avant d'avoir la confirmation, la voiture étant préalablement passée au peigne fin par une équipe d'artificiers. Le corps fut identifié vers 21 heures par la police allemande dépêchée sur les lieux.

Au même moment, le journal «Libération» recevait à Paris un communiqué de la «bande» confirmant qu'elle avait liquidé le grand patron allemand.

Cette exécution est, il fallait s'y attendre, une nouvelle occasion donnée aux porte-plumes et porte-voix de la bourgeoisie française pour se déchaîner contre le «terrorisme» et la «violence» qui menace les «démocraties». Cela nous amène à faire quelques précisions quant à notre position.

Tout d'abord nous ne pleurerons pas le représentant du grand capital. Seulement sa mort n'apporte rien, sinon troubler les esprits et à jeter la confusion. Le chef des patrons allemands est mort, mais le patronat de ce pays saura désigner un nouveau chef. C'est là un fait qui donne la mesure de la vaste comédie tragique des actions et méthodes des groupes du type «bande à Baader».

VICHY
SALLE DES FETES

28 ANNIVERSAIRE DE LA REPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE

SOIREE ANIMEE PAR ALAIN BOUC

Organisée par

L'Association des amitiés Franco-Chinoises
Comité de Vichy

VENDREDI 21 OCTOBRE



La vignette du rassemblement national du 6 novembre à la Mutualité (Paris) est en vente auprès des militants et des diffuseurs de l'Humanité rouge (5 F).

Ces vignettes sont destinées à permettre à nos lecteurs et amis de participer financièrement à la préparation de cette grande journée.

Par ailleurs, nous rappelons à nos camarades que les affiches «Octobre aujourd'hui» sont disponibles.

• Var

Les marins-pêcheurs contre les manoeuvres militaires

Une soixantaine de marins-pêcheurs du secteur Hyères-Giens-Les Salins (Var) ont remis leur rôles (*) de pêche mardi dernier au chargé des Affaires maritimes des Salins. Ils veulent ainsi protester contre les manoeuvres navales baptisées «olives noires» qui leur interdisent de prendre la mer. Cette interdiction va en effet leur causer un préjudice financier important. Ils réclament en conséquence une indemnisation destinée à compenser les onze journées de travail perdu.

* Papiers administratifs.

Vignette auto

Les travailleurs paieront l'augmentation la plus lourde

Mercredi, les députés ont voté l'augmentation de la vignette-auto qui sera mise en vente dans un an en novembre 1978.

L'augmentation est de 33 % pour les voitures dont la puissance est comprise entre 5 et 7 ch. Elle est de 30 % pour les autres. Ces augmentations concernent les voitures de moins de 20 ans d'âge.

Les voitures de 5 à 7 ch sont celles achetées le plus par les travailleurs qui paieront donc une très forte augmentation du prix de la vignette. Par contre, les riches qui achètent de grosses voitures paieront une augmentation inférieure en pourcentage de 13 %.

C'est ça la justice sociale et la lutte contre les inégalités.

Les marchands de jouets utilisent des enfants pour accroître leurs profits

Pour mieux vendre leur camelote, six des plus grands fabricants de jouets français organisent deux mois avant Noël, à Paris, chaque année, une sorte de référendum auprès des enfants.

Deux cents de ceux-ci âgés de 2 à 14 ans sont laissés en liberté dans un entrepôt de la compagnie du jouet durant tout un après-midi. Ils doivent ensuite désigner par âge le jouet idéal.

Les jouets présentés à Paris en octobre ont déjà été choisis de la même manière dans toutes les régions de France par des enfants au cours d'expositions de jouets dans des MJC, des ludothèques (maisons de jeux pour les enfants), des écoles.

On ne peut que dénoncer cette véritable exploitation d'enfants destinée à accroître les profits de ces marchands de jouets.

Quand la «haute» ripaille

Six millions de travailleurs touchent moins de 2 000 francs par mois. 1 500 000 chômeurs et des centaines de milliers de vieux travailleurs ont des ressources misérables. Chaque jour pour tous ceux-là il faut serrer un cran de plus à la ceinture.

Le promoteur Robert de Balkany lui n'est pas de ceux-là. Il semble même faire partie du gratin. Il est l'époux de Marie-Gabrielle de Savoie elle-même fille de l'ex-roi d'Umberto d'Italie. Des malheureux quoi !

Samedi dernier Robert de Balkany fêtait près de Rambouillet les 18 ans de sa fille. Il avait invité... 700 personnes. Non, pas des chômeurs. Il y avait là des duchesses, des princes etc... des gens qui ne mangent pas à la bonne franquette. Nous ne connaissons pas le menu mais il y avait certainement pas de patates cuites à l'eau.

Pendant que les gens du peuple ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts, la bourgeoisie ripaille.

MESSAGE DU COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE D'INDONESIE AU PARTI COMMUNISTE CHINOIS A L'OCCASION DU XIe CONGRES DU PCC

(Suite de la page une)

international et définit clairement quels sont les principaux ennemis et quelles sont les forces révolutionnaires principales et quelles sont les forces intermédiaires susceptibles d'être ralliées et unies en vue de former le front uni le plus large contre les principaux ennemis. C'est juste...

...«L'analyse et l'énonciation élaborées par le camarade Houa Kouo-feng aidera les prolétariats et les peuples révolutionnaires du monde à accroître leur vigilance et à se préparer contre les dangers d'une

nouvelle guerre mondiale, en même temps que s'intensifient leurs luttes révolutionnaires.

«Les succès éminents du 11e Congrès du Parti communiste chinois sont une source d'encouragement pour le Parti communiste et le peuple d'Indonésie : le Parti communiste d'Indonésie, fidèle à l'internationalisme prolétarien portera haut levé les trois Bannières du Parti, surmontera toutes les difficultés et les privations dans leur lutte contre le régime militaire fasciste de Suharto, et fera avancer la révolution pour la libéra-

tion nationale et la démocratie. A l'heure actuelle, tant sur le plan intérieur qu'international, la situation est favorable à la cause révolutionnaire de l'Indonésie. ...«Vive le marxisme-léninisme et la pensée Mao Tsé-toung toujours victo-

rieux !

«Vive le grand et glorieux Parti communiste chinois !

«Vive l'unité et l'amitié révolutionnaires indestructibles entre les partis communistes et les peuples d'Indonésie et de Chine !»

• USA

Des mineurs en grève depuis 15 mois

A Stearns, dans les monts Cumberland, les mineurs sont en grève depuis quinze mois. Lundi après-midi, plus de cent mineurs se sont présentés à la mine «Jusius» de la «Stearns coal company», armés de gourdins. Ils dénonçaient la mine qui illégalement employait des jaunes pour briser la grève.

Peu de temps après, la police d'Etat du Kentucky intervenait violemment contre les grévistes.

Une centaine d'entre eux furent arrêtés. Pendant ce temps, environ quarante femmes de mineurs ont essayé d'empêcher l'arrivée de renforts de police en bloquant la route avec leurs voitures. Parmi ces femmes un certain nombre

étaient armées avec les moyens du bord : des battes de baseball piquées de clous.

Quand il s'agit de juger les travailleurs en lutte, la justice américaine fait preuve d'une rapidité extraordinaire. Dès mardi matin les mineurs ont comparu devant le juge. Ils furent tous relâchés. La grève se poursuit toujours et les travailleurs ne reprendront le travail que lorsque leurs revendications seront satisfaites : jusqu'à ce que leur syndicat, le «United Mine Workers» soit reconnu par la compagnie qui refuse de négocier.

Cette grève est un nouveau témoin des luttes très dures que mène le prolétariat américain.

• Afrique du Sud

Mercredi le gouvernement de Vorster a interdit le quotidien noir «world» ainsi que son édition dominicale et a de plus rendu illégaux 18 organisations anti apartheid à travers le pays. Depuis 1960, date où furent interdits le PAC, et l'ANC, c'est la plus importante mesure de répression.

Au minimum, 16 dirigeants de ces organisations viennent d'être arrêtés suite aux interdictions.

Le journal le «World» était un quotidien d'une grande influence (160 000 exemplaires). Il avait pris une attitude anti-apartheid et était rentré en conflit direct avec le gouvernement.

La police a procédé à de nombreuses perquisitions notamment aux sièges des organisations mais aussi aux domiciles de plusieurs personnalités.

Le ministre de la Police a fait savoir que les faits contenus dans ces rapports ne laissent aucun doute, que les activités des organisations interdites mettent en danger la loi et l'ordre et que les publications interdites servaient notamment à exprimer des opinions destinées à mettre en danger l'ordre public. Par ailleurs, il a ajouté qu'il userait des possibilités de restriction (banning) et des articles de loi permettant des détentions sans procès. Si nécessaire, de nouvelles mesures seront prises en considération. Ainsi le peuple azanien est prévenu. Le régime de Vorster a de plus en plus de mal à survivre car il est constamment combattu par le peuple et de plus, il est encore plus isolé sur la scène internationale.

• Indonésie

100 000 prisonniers politiques

Un récent rapport de l'organisation «Amnesty International» a fait savoir que cent mille prisonniers politiques croupissaient dans les prisons du régime fasciste de Suharto. Le gouvernement d'Indonésie a répondu que ce rapport, c'est de «la vieille histoire» et le porte-parole du département s'est écrié «le silence est d'or». Ces détentions ce n'est pas une récente affaire; en effet, depuis le coup d'état de 1965, tous ces prisonniers communistes sont enfermés dans les prisons de Suharto.

Mais Suharto sent qu'il est temps de libérer nombre de ces prisonniers. Face au développement de la lutte que mène le Parti communiste d'Indonésie le gouvernement fasciste est contraint de reculer et il a déclaré qu'à partir de 1978, il y aurait des libérations graduelles et il poursuit en déclarant cyniquement : «Nous nous libérons d'un fardeau national que nous avons supporté le mieux possible».

• Tchecoslovaquie

Alors que vient de se terminer le procès de Prague où quatre intellectuels ont été condamnés jusqu'à trois ans et demi de prison ferme, sept jeunes tchécoslovaques viennent d'être condamnés à des peines allant de 12 mois à deux ans de prison pour «hooliganisme».

Ces jeunes ont été arrêtés à la suite d'incidents qui se sont produits récemment à Kynde, où plusieurs centaines de jeunes avaient affronté la police locale.

Un concert de rock était annulé à la dernière minute et les organisateurs du concert refusaient de rembourser les jeunes venus assister au spectacle. Alors ces derniers n'ont pas accepté de se faire «avoir» et ont décidé de riposter. C'est pour avoir agi de cette manière que le gouvernement tchécoslovaque a condamné trois d'entre eux à deux ans de prison et deux autres à, respectivement, 18 et 15 mois de prison et les deux derniers à 12 mois de prison.

L'un des trois principaux condamnés est un

serrurier, jeune signataire de la «charte 77», Viktor Groh, qui avait été arrêté à la gare de Kynde pour avoir lancé à la police le mot de «gestapo». Il semble d'ailleurs que d'autres jeunes devraient bientôt être poursuivis et jugés.

* Délinquance.

• Rhodésie

En 1978, les médecins noirs seront astreints aux obligations militaires. Jusqu'à présent, les seuls noirs qui servaient dans l'armée raciste rhodésienne étaient des volontaires. Les besoins en médecine se sont accrus ces derniers temps avec l'intensification de la lutte armée menée par les patriotes de Zimbabwe.



POUR CORRESPONDRE PAR TELEPHONE : 202 18 29



NOUVELLE CHANSON ANTILLAISE

Nous vous signalons notre prochain spectacle qui aura lieu le 23 octobre 1977 à Montbéliard.
Journée de l'immigration organisée par le Comité d'entreprise Peugeot/Sochaux
MOUN'KIKI
6 rue des Lavandières 75001 - Paris Tél. 236.09.11

● Grenoble

Ben Dhiarf est revenu !

● Cruas - Meysses (Ardèche)

Les habitants contre EDF

EDF commence les travaux de construction de la centrale nucléaire au mépris de la population et malgré son opposition massive (91 % contre à Meysses et 65 % à Cruas). Les quinze mille oppositions écrites au moment de l'enquête publique, les douze mille pétitions plus trois mille inscriptions sur les registres sont tenues pour quantité négligeable. Malgré l'enquête d'utilité publique défavorable et n'attendant même pas la décision du Conseil d'Etat, EDF débute les travaux de clôture, abattage d'arbres et pose de nombreux portails d'accès. Mardi matin, dans le plus grand secret, l'entreprise Berthouly commence les travaux pour le compte de l'EDF. Les deux cents personnes, habitants de Cruas et de Meysses, s'opposent à ces travaux et bloquent une benne à béton arrachant le piquet de clôture et envoient divers matériels dans le Rhône...

Les gendarmes locaux ainsi que ceux de Privas essayèrent en vain de repousser les manifestants. Vers 18 h, un nombre considérable de gendarmes mobiles dégagèrent violemment, à coups de crosse, les manifestants. Mercredi, l'entreprise Berthouly continua sous la protection des gendarmes les travaux de clôture. Des flics gardent nuit et jour les clôtures avec des chiens, fusils lance-grenades. Un paysan dit : ça me rappelle l'occupation nazie. Dimanche 23 octobre, aura lieu une manifestation nationale contre la centrale pour exiger l'arrêt des travaux et le retrait des forces de police (rendez-vous à 10 h à Meysses).

● Sécurité sociale

La tension monte

A la Caisse primaire centrale d'assurances maladie de la région parisienne, la grève des informaticiens et du tiers payant se poursuit avec occupation depuis les 28 et 29 septembre. La direction générale et le ministère ont engagé l'épreuve de force : refus de discussions à chaud, calomnies contre les grévistes ; tout est fait par la direction pour essayer de laisser pourrir la grève. Le personnel de la Caisse primaire ne va pas toucher toute sa paye ce mois-ci et la colère est grande. En témoignent les collectes de solidarité pour les organisations syndicales qui ont rencontré un large écho dans le personnel.



60 millions pour décembre

Notre journal solidaire des peuples en lutte

La bourgeoisie impérialiste, et en particulier la bourgeoisie française, essaie de discréditer les luttes que mène le peuple du Kampuchéa démocratique.

Les camps de réfugiés, les incursions dans les pays voisins : toutes ces calomnies n'ont rien à voir avec le Cambodge. Les massacres ne sont que pure invention de l'impérialisme furieux d'avoir été vaincu par un peuple faible numériquement.

Le Kampuchéa démocratique, c'est l'extension des coopératives, créées dans les zones libérées avant la victoire finale de mars 1975, le développement de l'agriculture grâce à une meilleure mécanisation.

Le Kampuchéa démocratique, c'est le travail de tout un peuple pour améliorer le niveau de vie des travailleurs en essayant de produire plus et mieux. Cette année, il devrait y avoir quatre récoltes de riz dans certaines provinces traditionnelles de riziculture : avant 1970, il n'y avait encore qu'une seule récolte.

Le peuple est dirigé par le Parti communiste, né il y a maintenant dix-sept ans. Ce parti qui a mené d'un bout à l'autre la lutte contre l'impérialisme, est maintenant le guide qui montre la voie à suivre pour le peuple du Kampuchéa démocratique.

Il est du devoir de tout communiste de défendre fermement le Kampuchéa et de réfuter toutes les calomnies dont il est victime. Pour cela, le quotidien doit être un outil indispensable capable de mieux faire connaître la réalité des pays socialistes.

Pour que le journal vive, pour qu'il puisse jouer son rôle, souscrivez massivement pour les 60 millions soient atteints avant le 31 décembre.

Voici de larges extraits de la lettre que Ben Dhiarf a envoyé à Bonnet à son retour en France.

Monsieur le ministre de l'Intérieur,

«Je me permets de m'adresser à vous au nom de la justice et de la loi que vous représentez.

Je travaille en France légalement depuis plus de cinq ans et n'ai pas eu de précédent avec la justice ; en 1977, après avoir terminé mon stage de formation EPA (soudeur), je me suis adressé à l'ANPE de Grenoble, sollicitant un emploi correspondant à ma qualification professionnelle. Chaque fois que je demandais un emploi, il m'é-

tait refusé sous prétexte que les employeurs n'embauchent que des Européens. Cette discrimination raciste qui se répétait à provoqué un climat de tension entre l'ANPE et moi. C'est pour avoir protesté contre les annonces racistes que j'ai été malmené par la police, incarcéré puis condamné, pour être finalement expulsé le 15/9/77 malgré l'avis contraire de la commission d'expulsion.

Monsieur le ministre, je vous annonce que je suis revenu en France pour réclamer mes droits. Je suis

dans mon bon droit et je peux présenter, pour le prouver des éléments irréfutables : j'ai les déclarations des avocats et de nombreux témoins qui ont suivi toute l'affaire, ainsi que le dossier du tribunal et les certificats médicaux prouvant que j'ai été maltraité par la police. Au moment où j'ai été arrêté par la police, je venais juste de retrouver un travail...

A l'aéroport de Satolas, la police ne pouvant présenter aucun motif à la notification d'expulsion, et face à ma résistance, le pilote m'a demandé si je rentrais de plein gré en Tunisie. Ma réponse fut négative et le pilo-

te refusa de m'embarquer au regard de l'illégalité de la procédure. J'ai été de nouveau maltraité par la police ; j'ai demandé comme condition de mon départ qu'un représentant de la loi m'accompagne pour clarifier les conditions de mon expulsion en Tunisie. A cela, la police me répondit que je n'avais rien à craindre à mon arrivée et que je pourrais revenir sans problème travailler en France... au noir ! Ecœuré et déprimé, j'ai accepté d'embarquer. C'est dans ces conditions incompréhensibles et injustes que j'ai été expulsé.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, mes salutations.
Ben Dhiarf

Le PS et le nucléaire Electoralisme oblige !

Le PS fait le constat d'échec de la politique du tout-nucléaire prônée par le gouvernement depuis 1974.

Il a fait connaître son intention de déposer à la prochaine législature un projet de loi visant à modifier la politique énergétique.

Il parle de demander une suspension de dix-huit mois à deux ans pour la construction de nouvelles centrales nucléaires. Il proposerait le vote d'une «loi nucléaire» instaurant un grand débat «démocratique» et permettant aux citoyens de contrôler les décisions prises au niveau régional. Tous ces projets viseraient, d'après le PS, à assurer la garantie de la sécurité et de la maîtrise des problèmes techniques. En tout cas, ils tombent à pic dans une période pré-électorale alors que la population est de plus en plus sensibilisée aux problèmes de sécurité posés par le développement de l'industrie nucléaire.

Le PS chercherait à récupérer les voix des écologistes et de tous ceux qui condamnent la course au profit à laquelle se livre le pouvoir qu'ils ne s'y prendraient pas autrement. Mais il y a un hic ! Bien des gens ont constaté que s'il n'était pas avare de promesses et de bonnes paroles, le PS se comportait bien différemment dès qu'il y avait lutte sur le terrain. Ainsi à Malville, il n'a pas voulu s'associer au rassemblement contre Superphénix et à Grenoble, la mairie PS a réprimé les travailleurs qui se livraient à une auto-réduction de 15 % sur les factures de la régie d'électricité. Voilà des faits qu'il faut faire connaître largement.



Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

Défendre la Chine socialiste

Depuis la mort du président Mao et l'élimination de la bande des Quatre, les attaques et calomnies contre la République populaire de Chine, le Parti communiste et le peuple chinois se sont multipliés. Elles sont devenues une véritable campagne orchestrée par la bourgeoisie contre le socialisme, contre la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie. Pour certains, comme le «cinéaste» Viénet, c'est carrément l'hystérie. Ce mercenaire de l'anti-communisme primaire, s'il est seul, ne peut avoir un réel impact. Mais bien entendu, «la presse» lui donne un large écho : Le Figaro (ce qui n'a rien d'étonnant), Libération (qui s'était déjà distingué à plusieurs reprises par des articles véritablement crapuleux), Le Monde (où Alain Jacob est particulièrement chargé de cette sale besogne) qui falsifie consciemment la réalité tout en enrobant les choses pour paraître «sérieux».

En bref, comme d'habitude, les trotskystes font chorus avec la propagande la plus réactionnaire.

Quant à la presse révisionniste elle ne saurait évidemment être de reste, tel cet article dans «Le Communiste» (organe officiel d'une fraction du PCF) qui prétend que «les dirigeants chinois font le jeu de l'impérialisme» et essaie d'utiliser pour le compte du social-impérialisme russe des contradictions qui peuvent exister entre partis frères marxistes-léninistes.

Cette campagne réactionnaire a au moins un mérite : celui de forcer à prendre position. Les ennemis de la Chine se retrouvent inévitablement dans le camp des ennemis du peuple et de la révolution. La feuille de vigne «révolutionnaire» qui sert à certains de camou-

flage, tous les groupes trotskystes notamment, ne résiste pas aux faits.

Entre autres celui-ci : l'influence toujours plus grande que rencontre la République populaire de Chine parmi les peuples du monde, et le Parti communiste chinois parmi les éléments révolutionnaires à travers le monde.

Pour celui qui va en Chine et fait la comparaison avec la période où la bande des Quatre régnait sur la propagande, il est clair que l'élimination de ces contre-révolutionnaires a libéré le peuple chinois une deuxième fois, comme aime à le répéter les travailleurs que l'on rencontre. Cette victoire a été l'œuvre du parti et des masses et elle permet du même coup, un renforcement de la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie.

Dans le concert de la campagne antichinoise et anticommuniste, un certain nombre de personnes qui cherchent la vérité se posent des questions.

Le 6 novembre, une des salles de la Mutualité sera consacrée à la Chine (le 11e Congrès du PCC, l'élimination de la bande des Quatre) et nous vous appelons à y venir nombreux.



• LIP Ils veulent continuer la lutte

Lundi, une manifestation d'un millier de travailleurs de Lip, Rhône-Poulenc Textile (la Rhodiaceta) et du CAT (inadaptés) qui connaissent des problèmes d'emploi, sont venus manifester devant la préfecture.

Les travailleurs de la Sécurité sociale, qui se trouve près de la préfecture, ont débrayé en solidarité.

A Lip, à l'assemblée générale quotidienne de mardi, après avoir annoncé la réparation par les travailleurs du transformateur cassé par les flics et donc le rétablissement du courant, Charles Piaget soulignait le caractère positif de cette manifestation tant par le nombre que par la présence, ensemble, de plusieurs entreprises de la région.

Mais cette assemblée générale était surtout importante parce qu'elle lançait le débat sur la stratégie des Lip pour la période à venir.

— aucune solution industrielle n'est en vue, et, gauche ou pas en 1978, la question est toujours celle du rapport de force que peuvent tenir les travailleurs — ni les indemnités ASSEDIC ni les stocks de montres ne sont éternels.

— les interventions des casseurs de la police continuent et sont toujours une menace, y compris pour le maintien entre les mains des Lip de l'appareil de production dont l'importance et la valeur intéressent au plus haut point les patrons... pourvu qu'ils puissent en disposer sans les Lip !

Les Lip sont donc amenés à envisager des solutions sur lesquelles ils débattent en ce moment : relancer la production plus ou moins partiellement quitte à acquérir une partie des machines, le terrain, etc.

C'est le risque certain d'être récupérés, de s'intégrer au système. Evitera-t-on pour autant d'éventuels coups de force du patronat ? Quelle finalité pour un tel projet ? Qui déciderait ? Va-t-on se transformer en économistes ?

Autant de questions que se posent les travailleurs eux-mêmes dans leur volonté commune de poursuivre la lutte.

Les patrons et tous les politiciens bourgeois attendent et espèrent que les Lip se cassent la figure.

Si les Lip sont amenés à envisager de telles solutions, c'est comme ils le disent, qu'ils n'ont pu construire un rapport de force suffisant pour imposer une solution (« du capital et un patron : c'est la seule en régime capitaliste) avec réemploi de tous ; mais ce rapport de force ne dépendait pas que d'eux : ils ont en fait été maintenus dans un isolement dont les dirigeants des grands syndicats et des partis dits de gauche portent l'entière responsabilité. Les travailleurs doivent continuer à tout faire pour les soutenir !

• Redressan (près de Nîmes)

Après la mort d'une ouvrière, première grève des vendangeurs

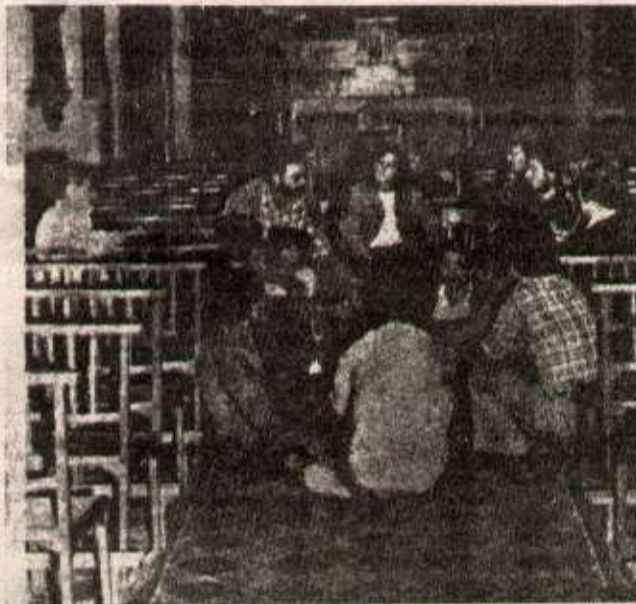
Le 12 octobre, Dolores, jeune ouvrière viticole tombait d'un véhicule mortellement blessée.

La façon dont le patron de Dolores a tenté de faire mentir un témoin de l'accident, est bien la preuve de sa responsabilité, dans la mort de cette jeune vendangeuse.

Mais rien ne serait plus dangereux que de croire que ce patron-là est un patron particulièrement mauvais et que d'autres sont bons.

Dans notre région, c'est tous les jours, dans tous les villages, que les gros patrons de la viticulture exploitent les travailleurs immigrés, ne respectent même pas les conditions de travail, de sécurité, de logement, définies dans les textes de loi de la bourgeoisie.

Qui ferme les yeux ? Ceux qui sont chargés de



Assemblée d'ouvriers viticoles après la mort de Dolores.

faire respecter ces lois : le préfet du Gard sait très bien ce qui se passe quoti-

diennement dans nos villages.

Il ne faut pas compter

sur les municipalités de droite ou de gauche pour bouger le petit doigt. Et pourtant, c'est bien sur leur territoire que sont parqués les travailleurs immigrés. En fait, tous ces gens-là sont d'accord avec les gros propriétaires viticoles pour que les choses se passent ainsi.

CONTRE L'EXPLOITATION, IL FAUT OSER LUTTER

C'est ce qu'ont compris les travailleurs de la région de Redressan.

Pour imposer la vérité, sur les conditions dans lesquelles est morte Dolores, ils ont réalisé l'unité à la base et dans l'action, des ouvriers espagnols, marocains, égyptiens, et français. Ils ont dénoncé l'ensemble des conditions de vie, de travail, de salaire de tous les ou-

vriers agricoles de la région.

Avec l'aide de la CFDT (la CGT a refusé tout soutien), ils ont organisé la mobilisation des ouvriers agricoles et de la population du village. Cette première action d'envergure à laquelle ont participé des travailleurs immigrés de plusieurs nationalités, est un gage d'espoir pour l'avenir.

Aujourd'hui, les travailleurs de Redressan continuent le combat pour imposer les revendications qu'ils ont définies ensemble. Soutenons leur combat !

La cellule Vincent Faita du PCMLF a fait parvenir aux travailleurs un message de soutien ainsi qu'une participation financière à leur action. Pour tout soutien, écrire à : Solidarité Dolores, UD-CFDT - 2 bis, rue de l'écluse - Nîmes-30000.

• Caron-Ozanne, Blaupunkt(Caen)

Meeting contre la répression

Le 27 octobre, quatre travailleurs (3 CFDT et 1 CGT) de Blaupunkt passent devant le tribunal correctionnel de Caen pour « séquestration ».

L'affaire remonte à loin. En juin 75, devant l'action déterminée des travailleurs la direction de Blaupunkt est obligée de négocier et d'accorder le 13ème mois à l'ensemble du personnel. Par vengeance, elle décide le licenciement de Jacques Girard, le délégué syndical de l'entreprise, avec l'accord de l'inspection du travail. Cependant, la répression syndicale n'a pas intimidé les travailleurs, en majorité des femmes, qui en avril 77, étaient de nouveau en grève.

Considérant que le licenciement de Jacques Girard est abusif, la CFDT a demandé au tribunal administratif de l'annuler. Aujourd'hui, la direction de Blaupunkt, pour éviter la réintégration du délégué, le fait passer devant le tribunal correctionnel pour les événements de juin 75, ainsi que d'autres travailleurs pour la grève de 77.

D'autre part, 10 travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne passeront devant le tribunal correctionnel le 24 novembre. C'est le premier procès pour « vol et a-

bus de confiance » contre des travailleurs ayant lutté pour le maintien de leur emploi. Pour s'opposer aux licenciements collectifs, les ouvriers avaient occupé leur imprimerie et l'avaient utilisée pour populariser leur lutte.

La lutte a été conduite par l'ensemble des travailleurs réunis quotidiennement en Assemblée générale.

En réprimant ces travailleurs qui ont montré une détermination particulière, le patronat et les pouvoirs publics veulent porter un coup à tous les travailleurs en lutte.

Face à une répression anti-syndicale d'une telle ampleur, l'unité d'action et la mobilisation la plus large s'impose. Mais la CGT, voulant restreindre l'affaire au plan local, s'oppose à la participation des travailleurs de LIP et du Parisien libéré au meeting proposé par la CFDT. Par cette attitude, la CGT refuse de reconnaître la politique globale du patronat et le caractère national de la répression anti-syndicale.

Tous au meeting avec les travailleurs de Caron et Blaupunkt, le vendredi 21 octobre à 20 h 30, au Hall Sorel à Caen.

AVIS

Les tracts de mobilisation pour le rassemblement national du 6 novembre seront disponibles à partir de samedi 22 à la permanence.

Pour la province, ils seront expédiés au début de la semaine prochaine sauf pour les camarades qui peuvent passer les prendre (dans ce cas prévenir).

• Centre de tri, Lyon-gare, section CFDT

Réactions après l'exclusion de la commission exécutive

Récemment, sur ordre de la direction de la Fédération PTT-CFDT, la Commission exécutive (la CE) de la section du centre de tri de Lyon-Gare était exclue (voir HR No 744) ; parmi eux, des militants ayant plus de vingt ans de PTT et plus de quinze de CFDT, dirigeant une section dynamique et nombreuse (190 syndiqués).

De nombreux faits montrent que cette décision suscite une large et profonde désapprobation. Au niveau de la section elle-même :

— lors d'une réunion de la section convoquée la semaine dernière par le Bureau départemental pour la « remettre sur un bon pied », les participants ont aussitôt présenté une motion de soutien aux exclus demandant l'annulation de cette « assemblée générale » : trente-deux l'ont soutenue, un seul s'y est opposé et quelques autres se sont abstenus dont le permanent du Bureau départemental (membre de la section « Centre de tri-

gare » avant d'être permanent) qui a pourtant joué un rôle actif dans l'exclusion !

— au bout de quelques jours, plus des deux tiers de la section avaient déjà envoyé une lettre individuelle de protestation contre les exclusions et réaffirmant leur confiance dans la Commission exécutive de leur section.

En dehors de la section :

— de nombreuses sections, syndicats, unions inter professionnelles de base (UIB) réagissent : citons la section Chèques-Postaux

de Lyon qui a voté une motion contre l'exclusion et fait actuellement signer une pétition ; l'UIB d'Oullins qui, devant la minceur des arguments d'exclusion demande des éclaircissements et constate que, la section soutenant sa Commission exécutive, l'exclusion de celle-ci n'est pas statutaire.

Une réunion extraordinaire du Conseil de l'Union départementale a été décidée (par 25 voix pour, 9 contre et 5 abstentions) pour voir la question et entendre les « deux parties ». Le syndicat PTT a refusé de participer à une telle réunion en présence de ceux qu'il a exclus.

En attendant, les exclus ont décidé de continuer à accomplir leur mandat, notamment dans la lutte menée pour les revendications et à propos de la construction d'un nouveau centre de tri.

STRASBOURG: WEEK-END DE SOUTIEN AUX GREVISTES DES FOYERS SONACOTRA

Le Comité de résidents des quatre foyers Sonacotra en grève à Strasbourg et le Comité de soutien avaient appelé à leur conférence de presse, lundi soir. La presse locale, en tant qu'observateurs a participé à cette conférence. Le Comité de résidents des foyers Sonacotra en grève et le Comité de soutien ont rappelé la situation dans les foyers après 30 mois de lutte. Ils ont expliqué la situation locale et les raisons de leur grève. Depuis le mois

de juillet, quatre foyers sont en grève des foyers. Ils ont élu leurs délégués qui participent au Comité de coordination réalisant l'unité dans les quatre foyers. Le comité de coordination, le comité de résidents, le Comité de soutien appellent à deux journées portes-ouvertes au foyer du Polygone en face de la piscine Kybizetnau le samedi et le dimanche 23 de 14 à 22 h.

Le programme : la visite des chambres et du foyer

toute la journée, meeting le samedi à 20 h, films « La fête du 11 juin, Fête de l'Unité », « Le sel de la terre », montage-diapos en français et en turc, théâtre, musique, groupe El Assifa, groupe Octobre, groupe Rosta, exposition photos. Avec la participation du Comité de coordination. Venez nombreux soutenir les résidents en grève.

Sonacotra cèdera !